

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Situation financière des Québécois : amélioration de certains indicateurs

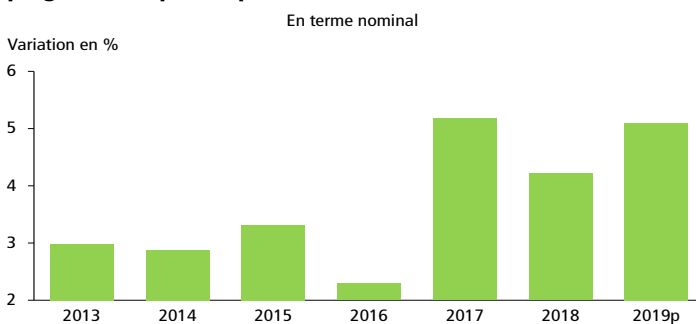
L'économie du Québec traverse une excellente période de croissance économique depuis quelques années et les ménages bénéficient de retombées positives. Les revenus augmentent plus rapidement, de sorte que le taux d'endettement a cessé de s'accroître, tout en permettant une remontée du taux d'épargne. La marge de manœuvre financière des consommateurs semble donc s'améliorer dans un contexte de faiblesse prolongée des taux d'intérêt. Le Québec se démarque de l'Ontario et du Canada, qui, au contraire, ont subi une détérioration de certains indicateurs relatifs à la situation financière des ménages.

L'accélération des revenus a fait la différence

En l'espace de trois ans, la hausse plus rapide des revenus après impôts des Québécois a marqué un point tournant (graphique 1). Le resserrement du marché du travail explique principalement cette amélioration. La forte expansion de l'économie depuis quelques années a entraîné une progression soutenue de l'emploi et a fait fléchir le taux de chômage. Les tendances démographiques du Québec, qui se distinguent par un vieillissement plus marqué de la population qu'au Canada et qu'en Ontario, ont aussi contribué à la chute du taux de chômage. Alors que celui-ci avoisinait 7,5 % au début de 2016, il a graduellement fléchi jusqu'à 5,5 % au début de 2018. Le taux de chômage a même diminué en deçà de 5 % pendant la majeure partie de 2019 (graphique 2).

GRAPHIQUE 1

Les revenus après impôts des Québécois affichent une progression rapide depuis trois ans

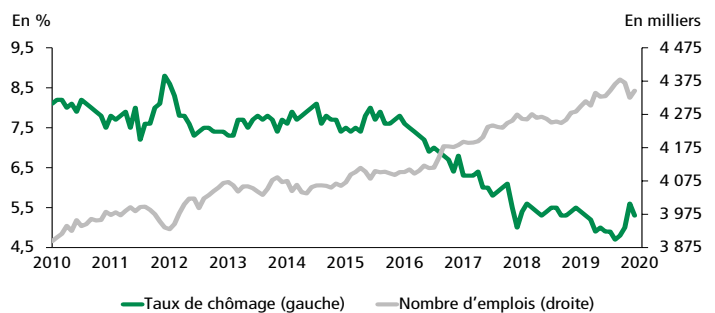


p : prévisions de Desjardins

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2

Le taux de chômage au Québec a beaucoup diminué depuis 2016



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Cette situation a épuré le bassin de main-d'œuvre disponible, a fait grimper en flèche le nombre de postes vacants, exerçant une pression sur les salaires. Par le passé, les hausses annuelles se situaient entre 1 et 2 %. Depuis trois ans, l'augmentation de la rémunération des salariés avoisine plutôt les 3 % (graphique 3 à la page 2). Les revenus des ménages progressent donc plus rapidement grâce aux conditions plus favorables du marché du travail.

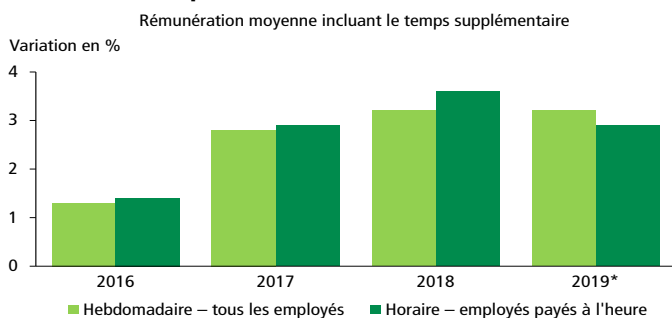
Depuis quelques années, les allègements fiscaux pour les particuliers au fédéral et au provincial ont également contribué à rehausser les revenus après impôts et transferts du gouvernement. Par exemple, les prestations fiscales pour enfants plus généreuses ont contribué à soutenir financièrement les familles. D'autres mesures, comme des baisses d'impôts et divers

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Hélène Bégin, économiste principale

Desjardins, Études économiques : 418-835-2450 ou 1 866-835-8444, poste 5562450 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2020, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

GRAPHIQUE 3 La progression des salaires au Québec s'est accélérée autour de 3 % depuis trois ans



* Moyenne des dix premiers mois en 2019 par rapport à la même période en 2018.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

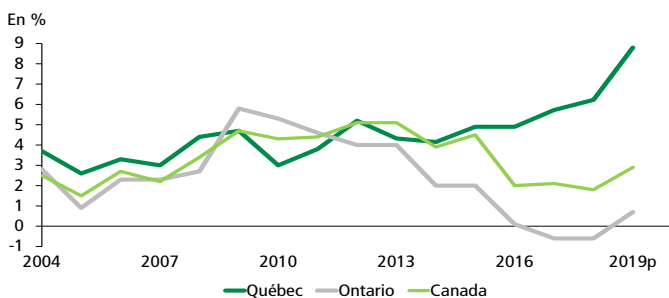
ajustements se sont aussi répercutés positivement sur le revenu disponible des ménages.

Les Québécois épargnent davantage

La progression plus rapide des revenus a permis de dégager une marge de manœuvre financière pour les Québécois. Ceux-ci épargnent d'ailleurs une part croissante de leurs revenus. L'épargne des ménages correspond à la partie des revenus qui n'est pas allouée aux dépenses de consommation. L'épargne peut donc être de l'argent mis de côté dans le compte d'une institution financière, dirigé vers différents produits de placements et d'épargne ou encore être utilisé pour rembourser des dettes. Depuis trois ans, la hausse des revenus a été assez importante pour que les ménages maintiennent un bon rythme de consommation, tout en consacrant une plus grande proportion de leurs revenus à l'épargne. Le taux d'épargne, soit la part du revenu après impôts consacrée à l'épargne, a augmenté de façon considérable au Québec et avoisine désormais les 8 %.

Par le passé, le taux d'épargne des ménages du Québec était semblable à celui du Canada et de l'Ontario, mais ce n'est plus le cas (graphique 4). En l'espace de cinq ans, le taux d'épargne en Ontario est passé de 4,0 % à -0,6 % et celui du Canada, de 5,1 % à 1,8 %.

GRAPHIQUE 4 Le taux d'épargne a remonté fortement au Québec

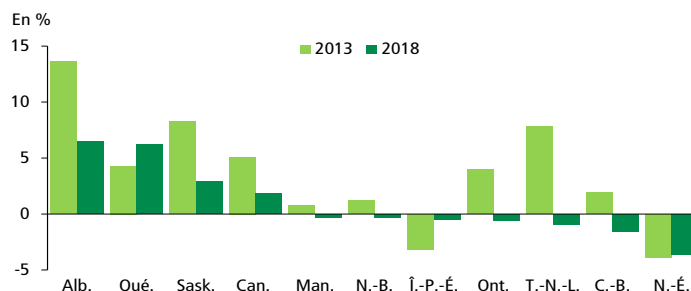


p : prévisions de Desjardins
Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

côté du taux d'épargne, portés par une conjoncture économique très favorable et un resserrement du marché du travail qui ont permis une accélération des salaires plus rapide que dans le reste du pays.

Seul l'Alberta avait un taux d'épargne plus élevé que le Québec en 2018 (graphique 5). Le ratio a toutefois beaucoup diminué en l'espace de cinq ans en raison des difficultés du secteur pétrolier qui ont affecté les revenus des ménages. Plusieurs provinces affichent un taux d'épargne négatif. Dans ce cas, les dépenses de consommation des ménages sont tout simplement plus élevées que leurs revenus. Ceux-ci doivent donc puiser dans leurs économies accumulées au fil des ans ou encore s'endetter davantage pour maintenir leur train de vie.

GRAPHIQUE 5 Le taux d'épargne a diminué dans plusieurs provinces en l'espace de cinq ans, mais il a augmenté au Québec



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

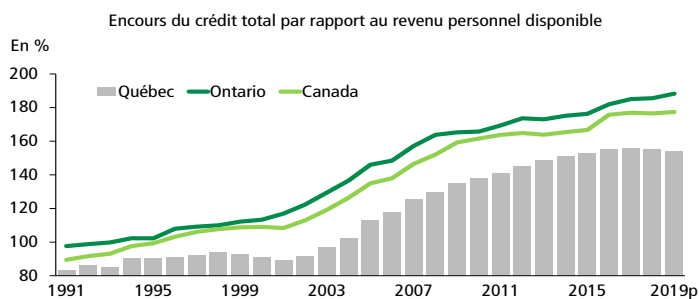
Le taux d'endettement plafonne au Québec

La croissance plus rapide des revenus a également permis de contenir le taux d'endettement des ménages au Québec. Cet indicateur tient compte de l'encours de tous les types de dettes des particuliers : prêt hypothécaire, marge de crédit personnelle, prêt étudiant, solde de cartes de crédit, prêt automobile et prêt conventionnel à la consommation. Il s'agit donc de la somme des dettes qui doivent être remboursées sur plusieurs années, jusqu'à 25 ans dans le cas d'une hypothèque, par rapport au revenu après impôt annuel.

Le taux d'endettement des Québécois avoisine 155 %, celui des Ontariens, 188 % et celui des Canadiens se situe autour de 175 % (graphique 6 à la page 3). L'écart important du prix des propriétés, qui se répercute sur le niveau d'endettement hypothécaire, explique principalement la différence du taux d'endettement total. En novembre 2019, le niveau moyen des prix se situait à 331 525 \$ au Québec, 628 234 \$ en Ontario et 526 303 \$ au Canada. Les prix plus abordables au Québec entraînent un ratio d'endettement total plus faible.

Étant donné que les prêts hypothécaires comptent pour environ 75 % des dettes des particuliers, en moyenne, l'évolution des prix des propriétés a une influence importante sur le taux

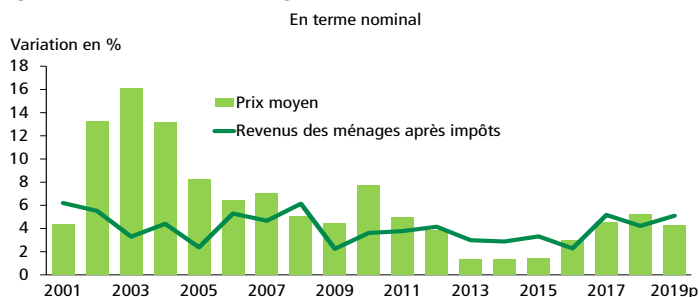
GRAPHIQUE 6 Le taux d'endettement n'augmente plus au Québec



p : prévisions de Desjardins
Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

d'endettement. Au début des années 2000, la hausse du prix moyen de l'immobilier résidentiel au Québec a bondi de plus de 10 % pendant trois années consécutives (graphique 7). Cette progression était nettement supérieure à celle des revenus des ménages, ce qui a gonflé la valeur des nouveaux prêts hypothécaires et, par ricochet, l'encours du crédit total.

GRAPHIQUE 7 Le prix des propriétés au Québec a déjà augmenté plus vite que les revenus des ménages au début des années 2000



p : prévisions de Desjardins
Sources : Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec par le système Centris, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Depuis trois ans, la hausse des revenus est semblable à celle du prix moyen des propriétés. Cela a contribué à mettre fin à la hausse du taux d'endettement au Québec. Il est aussi possible que les ménages aient utilisé leur marge financière accrue pour effectuer un ou plusieurs paiements supplémentaires afin de rembourser plus rapidement leur hypothèque. Le vieillissement accéléré de la population du Québec peut faire en sorte que plusieurs ménages terminent de payer leur hypothèque ou sont en voie d'y arriver. Dans cette logique, l'encours du crédit hypothécaire n'augmente plus autant que par le passé. Ainsi, le taux d'endettement des Québécois diminue légèrement depuis quelques années, et ce, pour plusieurs raisons.

L'écart avec l'Ontario et le Canada s'est donc creusé puisque leur taux d'endettement a continué d'augmenter. Après la correction des prix des propriétés en 2018, ceux-ci ont repris leur ascension

à un rythme plus rapide que les revenus. Étant donné le niveau élevé des prix moyens, une part importante du revenu après impôts doit être consacrée au paiement hypothécaire, soit 40 % en Ontario et 35 % au Canada. Cela laisse peu de place pour l'épargne et, surtout, nettement moins qu'au Québec, où les versements pour l'hypothèque représentent 28 % du revenu disponible.

Dans ce contexte, l'option d'un paiement anticipé afin de réduire le solde du prêt hypothécaire est hors de portée pour la plupart des Canadiens et des Ontariens. La structure d'âge de la population, plus jeune que le Québec, fait en sorte que moins d'emprunteurs sont à un stade avancé de leur vie et du remboursement de leur hypothèque.

En résumé

Certains indicateurs relatifs à la situation financière des Québécois se sont améliorés depuis quelques années. Les ménages bénéficient d'une progression plus rapide des revenus qu'auparavant, ce qui dégage une marge manœuvre financière du côté de l'épargne et, par ricochet, pour le remboursement des dettes. Le taux d'endettement des ménages a légèrement diminué et le taux d'épargne a remontée de façon considérable. La situation inverse s'est produite en Ontario et au Canada puisque le prix moyen élevé des propriétés, à la suite d'une longue période de forte appréciation, a gonflé l'endettement hypothécaire. La récente correction du marché résidentiel ne semble pas avoir eu d'effets significatifs sur le portrait de l'endettement et de l'épargne en Ontario et au Canada.

Hélène Bégin, économiste principale